

---

---

## ANALYSES ET COMPTES RENDUS

---

E. Ferri. — SOCIALISMO E CRIMINALITÀ. In-8°. 1883. Turin, Bocca.

Ce nouvel ouvrage du jeune et fécond professeur de Sienne est une réponse aux socialistes en général et en particulier à Filippo Turati, dont nous avons parlé au mois de juin dernier, à propos de sa brochure sur *il delitto e la questione sociale*. C'est presque toujours au point de vue économique, et par un économiste de l'école classique, autrement dit libérale, que nous voyons chez nous le socialisme réfuté. Il l'est ici exceptionnellement au point de vue criminel et par un sociologue de l'école évolutionniste la plus pure, darwinien et spencérien jusqu'à la moelle. On peut être curieux de savoir laquelle de ces deux argumentations est la plus victorieuse. On en jugera. D'ailleurs, elles ont plus d'une analogie, et, bien que dans l'un de ces combats on entende le cliquetis des idées de concurrence, de libre échange, d'offre et de demande, tandis que dans l'autre résonnent à chaque instant les notions de lutte pour l'existence, d'hérédité physiologique, de sélection naturelle, on s'aperçoit que, si les armes ont changé de forme, elles sont de même acier, plus ou moins bien trempé seulement. Darwin, après tout, a été provoqué par Malthus, et la concurrence vitale, suggérée par la concurrence commerciale. Puis, sous la confiance des libéraux dans la liberté, comme sous la confiance des spencériens dans l'évolution lente et continue, il y a cette conviction commune, où l'on sent un reste de foi en la Providence, que le mieux se fera de soi, inconsciemment, à travers des entreprises individuelles et des secousses révolutionnaires, mais non par elles; tandis que les socialistes — et c'est là, à mon avis, toute l'âme de vérité recélée sous leur amas d'erreurs — croient implicitement que tout bien, comme tout mal social, a été conçu et voulu par quelqu'un avant d'être produit, et que les plans personnels et systématiques de réorganisation sociale ne sont pas du temps perdu. Enfin, le point de vue de l'économiste n'est pas si loin de celui du criminaliste. Ferri remarque très justement en un endroit que « la lutte pour l'existence peut être combattue soit par des moyens juridiques, et alors on est sur le terrain de la sociologie économique, soit par des moyens anti-juridiques, et alors on passe à la sociologie criminaliste. »

Sur le second terrain, le socialisme est-il plus solide que sur le premier? Encore moins, ce nous semble, et ses adversaires en revanche sont tout autrement forts. Sur le premier, on connaît sa faiblesse, et, malgré leur insuffisance théorique et la banalité de leurs arguments, ses antagonistes triomphent sans peine. Monopole d'État, organisation du travail, communisme : de ces procédés imaginés pour rendre heureux le genre humain, qu'est-ce qu'on peut sensément attendre de comparable aux merveilleux effets produits par le libre commerce et la libre production, par l'appropriation du sol aux États-Unis ou la multiplication des propriétés en France? Au moins le rêve socialiste à cet égard n'est-il point sans beauté, sans régularité rationnelle et symétrique. Mais, quand il s'agit de réduire au *minimum* le vice et le crime, et non plus d'atteindre à un *maximum* de travail, de richesse et de justice, se peut-il voir rien de moins spécieux que les idées mises en avant par nos utopistes! Ces médecins de la société ressemblent aux docteurs à bout de remèdes, qui ordonnent le changement d'air à leurs malades. « Changez les conditions sociales, c'est-à-dire donnez à tous un bien-être égal et suffisant, une bonne éducation, et, dans ce milieu social réformé, toute prison sera inutile, le vice et le crime auront disparu. » Par malheur, il est moins aisé d'opérer cette transformation-là que de faire un petit voyage.

A cela Ferri répond, d'abord, statistique en main, que la criminalité ne tient pas précisément à l'absence de bien-être, et il le prouve dans un chapitre des plus remarquables. Il ajoute qu'elle ne tient pas non plus au défaut d'éducation, et il cherche à prouver que l'éducation et en général le milieu social ont sur la moralité ou l'immoralité des actions une très faible influence comparée à celle des *facteurs individuels*, du délit, à savoir du tempérament ou du caractère. Examinons ces deux points séparément. Un tableau frappant (p. 77) nous montre qu'en France, de 1844 à 1858, année par année, la hausse ou la baisse du prix du blé, de la viande et du vin, c'est-à-dire l'accroissement ou la diminution du bien-être, a correspondu à la baisse ou à la hausse de la criminalité violente ou lascive (homicides, assassinats, coups et blessures, attentats aux mœurs). Les années où l'on boit le plus, notamment, sont celles où l'on tue le plus. Le bien-être serait donc une cause de délit d'un certain genre. En revanche, toujours d'après notre auteur, qui fait cette concession à ses adversaires, il contribuerait à diminuer les délits contre les propriétés. Règle générale, les délits contre les propriétés seraient en raison inverse des délits contre les personnes. Tout ceci ne saurait être admis sans explication. Je conteste d'abord la réalité du mouvement de bascule presque érigé en loi. Pour prendre un exemple tout récent, de 1878 à 1881 (voy. la dernière statistique judiciaire officielle), en même temps que les vols et autres délits contre les biens ont augmenté en France, les meurtres, assassinats, coups et blessures ayant occasionné la mort, ont augmenté aussi. Si l'on additionne ensemble les parricides, empoisonnements, meurtres, assassinats,

infanticides, coups et blessures ayant occasionné la mort, on trouve, à partir de 1877 jusqu'en 1881 inclusivement les chiffres suivants : 630, 659, 639, 665 et 695. Sauf le chiffre souligné, la série est régulièrement ascendante (après quoi on persistera à dire à la tribune, sans être contredit, que la grande criminalité est en décroissance). Il y a donc eu similitude, non contraste. De même, dans le dernier demi-siècle, pendant que les vols triplaient parmi nous, les attentats contre les mœurs sextuplaient, les meurtres même allaient croissant. Ferri a donc bien plus raison qu'il ne croit. Non seulement il est démontré que le bien-être ne moralise pas ou plutôt ne suffit pas à moraliser, mais *on dirait* à première vue qu'il déprave et sans nulle compensation.

Est-ce bien vrai pourtant ? Et, cela fût-il vrai, aurions-nous ébranlé de la sorte la conviction profonde que le socialisme exprime peut-être mal, mais qui s'appuie sur cette vérité vieille comme le monde, à savoir que le bonheur en général rend bon, et que le malheur rend mauvais, quoique, hélas ! le bonheur améliore infiniment moins que le malheur ne gâte. Certainement on est toujours plutôt heureux que bon, plutôt malheureux que méchant, et il y a là de quoi justifier toute indulgence, fille ou sœur de toute justice. Mais bien-être et bonheur font deux. Aussi, à mon avis, le débordement de notre criminalité au milieu de cette florissante plaine de notre civilisation ne prouve qu'une chose : c'est que, malgré son enrichissement, malgré son meilleur régime, malgré son ameublement et son outillage plus complets, mais non à cause de ces avantages incontestables, notre société au fond n'est pas heureuse et l'est de moins en moins à mesure qu'elle s'éloigne davantage de son ancien équilibre sans avoir encore trouvé l'ordre nouveau, l'harmonie inconnue, prochaine, espérons-le, où les socialistes n'aspirent pas seuls. Il lui manque un *credo* ou une négation forte, une espérance vaste, unanime, devenue enthousiasme et foi, ou une crainte profonde, habituelle, traditionnelle, devenue respect ou résignation ; car il n'est pas de civilisation qui échappe à l'attraction de l'un ou de l'autre de ces deux pôles, de ces deux conditions de stabilité individuelle et sociale ; et voilà pourquoi la nôtre souffre d'un mal croissant, comme le démontre directement le flot montant des folies et des suicides, sans parler de la propagation si rapide des idées socialistes. Dira-t-on aussi que la progression des suicides est due à celle du bien-être ? On pourrait le dire avec même raison, car la marche des deux phénomènes est parallèle à peu près au même degré que celle du bien-être et de la criminalité. Si donc nous repoussons comme contradictoire en soi cette interprétation du premier parallélisme, l'analogie nous défend de l'adopter pour l'autre. Ce n'est pas une erreur moins grande de croire les troubles de la raison et le dégoût de la vie inévitablement liés à l'élargissement de la pensée et de l'existence, comme les statisticiens sont trop portés à le supposer, que de voir avec eux dans la hausse de la criminalité survenue à notre époque un effet fâcheux, mais forcé, de notre civilisation. Ayons foi qu'en se consommant, assise et

reposée au XX<sup>e</sup> siècle, notre civilisation démentira ces outrageantes assertions. Si une meilleure alimentation était par elle-même une cause d'accroissement des délits contre les personnes, ce genre de méfaits devrait être proportionnellement plus fréquent dans les villes, où l'on se nourrit mieux, que dans les campagnes, où l'on se nourrit plus mal. Or c'est l'inverse que l'on constate. Nous comptons annuellement de 6 à 700 homicides, tandis que l'Italie, pour une population moindre, en compte 3 000 au moins et a éprouvé le besoin, entre parenthèses, de se forger un bien joli mot qui nous manque et dont nous nous passons sans trop de peine, *uxoricidio*. S'ensuit-il que le bien-être des Italiens soit très supérieur au nôtre? ou bien expliquera-t-on cette différence par celle de la température moyenne des deux pays? La classe rurale est, en France, la partie de beaucoup la moins criminelle, la moins délictueuse de la nation; est-ce parce qu'elle est la plus pauvre d'argent et la moins bien vêtue et alimentée? Non, car, dans cette classe considérée à part, on peut remarquer que les paysans les plus aisés sont aussi les plus honnêtes; nous accordons ce point à M. Turati. Mais c'est parce qu'elle est, pour qui la voit de près, la classe la plus paisible et la plus heureuse, soit comme la plus satisfaite depuis qu'elle a ce qu'elle souhaitait, la terre, soit comme la moins éloignée de l'ancien équilibre social. A l'opposé, la population urbaine, la plus émancipée de l'ancien ordre de choses, partant la plus troublée, riche et malheureuse jusqu'à ce qu'elle ait réalisé son rêve, le pouvoir sans frein, le gain sans travail, fournit le plus fort contingent à la criminalité, à l'exception de quelques rentiers qui digèrent leur fortune. — « Une des deux choses suivantes doit arriver, dit Maudsley (*Pathologie de l'esprit*) à un individu *s'il veut vivre heureusement* : il devra être assez souple et habile pour se conformer aux circonstances, ou assez fort pour que les circonstances se conforment à lui. S'il ne peut faire ni l'un ni l'autre, il deviendra fou, ou se suicidera, ou sera criminel, ou se mettra à la charge de la charité publique. » Implicitement, Maudsley reconnaît ainsi le lien que je viens d'établir entre le bonheur et l'honnêteté, aussi bien qu'entre le bonheur et la raison. Il dit ailleurs : « La folie n'augmente pas dans les classes aisées. Elle est moindre dans les districts manufacturiers que dans les comtés agricoles, et, dans ceux-ci, les plus pauvres sont les plus féconds en cas de folie. » « La folie marque une tendance à marcher concurremment avec le paupérisme. » Si donc il semble résulter de certaines statistiques que la folie, le crime, le suicide, marchant de front avec la civilisation, ce ne peut être qu'une apparence, à moins qu'on n'admette que la civilisation est inconciliable avec le bonheur. Mais ce serait oublier la *sérénité*, la félicité des olympiens, et en général des hommes ultra-civilisés, rare élite destinée peut-être à devenir la majorité demain. En somme, je serais bien près d'accorder aux socialistes que l'honnêteté se proportionne au bonheur, et que, s'ils parviennent jamais à nous combler tous de félicité, on pourra supprimer cachots et gendarmes. La seule difficulté est de

commencer par nous rendre tous parfaitement heureux. Je dis parfaitement, car également ne suffirait peut-être pas.

Sous le bénéfice de ces observations, le chapitre de Ferri intitulé *Benessere e criminalità* me paraît mériter d'être hautement loué. Et j'ai vu avec plaisir les idées de l'auteur à cet égard, exposées avec son éloquence habituelle, entraînant, s'accorder ou coïncider même, coïncidence toute spontanée d'ailleurs, avec quelques brèves critiques adressées par nous à Turati en juin dernier. Les chapitres suivants sont pleins de considérations justes; mais le naturalisme de l'auteur le conduit à méconnaître en partie l'importance de l'éducation, j'entends de l'éducation dans son sens le plus large, non spécialement scolaire, qui embrasse la vie sociale tout entière et par lequel elle se confond avec le milieu. Celle du collège elle-même importe extrêmement au point de vue et de la formation et de la direction du caractère, si du moins on a égard à ce qu'on ne voit pas, l'éducation que les condisciples se donnent entre eux, et non pas seulement à ce qui se voit, l'éducation qu'ils reçoivent de leurs maîtres, celle-ci infiniment moins efficace que celle-là. Les parents ne s'y trompent pas, d'instinct; et à cela tient le succès de certaines écoles où l'on semble regarder moins à la qualité des professeurs qu'à celle des élèves. « L'éducation, nous dit-on, peut immensément moins que l'hérédité et beaucoup moins que le milieu social. » D'abord, elle est identique, dans notre sens, au milieu social, qui est essentiellement éducateur. Puis son influence ne s'exerce pas plus aux dépens de celle de l'hérédité, que les développements d'une usine ne sont un amoindrissement de la chute d'eau dont elle est l'emploi. Sans sortir des limites tracées à l'activité du tempérament par la pente sociale du caractère, et sans diminuer en rien cette activité ni contrarier cette pente, il y a bien des emplois possibles, soit moraux, soit immoraux, de l'un ou de l'autre. Bien entendu, je laisse de côté une faible minorité de caractères et de tempéraments exceptionnels, indomptablement vicieux ou inébranlablement honnêtes. A part ces exceptions, la vocation la plus précise est une visée en somme assez vague, qui embrasse à la fois une pomme et une tête comme celle de Guillaume Tell, un acte héroïque ou un acte criminel à accomplir. Différence insignifiante biologiquement, sociologiquement immense, que le moindre changement des idées ambiantes fait aisément franchir. Aussi voyons-nous la même race, restée immuable, par exemple la race celtique ou germanique, servir de terrain également favorable à deux ou trois civilisations diverses successivement *ensemencées* en elle pendant une période de quelques siècles, et tour à tour vertueuse ou dépravée, généreuse ou servile. La part prépondérante, absorbante, que Ferri fait à l'hérédité dans la formation du caractère moral, est contredite par ce fait, signalé par lui-même avec force, de la progression de l'immoralité. La race pourtant n'a pas changé. Dire que l'éducation est impuissante, parce que des idées ne sauraient mordre sur des sentiments, c'est oublier que

les sentiments sont simplement des idées tassées et installées à demeure depuis longtemps et qu'il n'y a pas hétérogénéité entre ces deux forces. Se persuader que 30, 40, 50 ans ne sauraient suffire, si l'on s'empare de l'éducation, pour extirper du sein d'un peuple les idées religieuses, les sentiments religieux de dix-huit siècles de son passé, et à *fortiori* les idées morales, les sentiments moraux d'origine plus ancienne encore, et fonder cette persuasion uniquement sur la prétendue loi de continuité historique ou sur le *dogme*, comme dit Ferri, de l'évolution lente et graduelle des organismes vitaux ou sociaux, c'est se rassurer à bon marché; et je comprends après cela que les révolutionnaires ne fassent pas peur aux évolutionnistes déterminés tels que notre auteur, qui est si plein de mansuétude en les accablant : à quoi bon même, ajouterai-je, réfuter des plans de réorganisation que le dogme ci-dessus déclare inoffensifs, puisque leur réalisation serait une solution de continuité? La vérité est que, si l'on est autorisé à prédire par exemple aux essais de *déchristianisation* tentés par certains politiques un insuccès partiel, c'est que avec la meilleure volonté du monde ces hommes d'Etat ne sauraient mettre la main sur toute l'éducation. Mais si leurs programmes pouvaient s'imposer à toutes les familles, de même qu'à tous les collèges et à tous les pensionnats, j'affirmerais sans crainte qu'avant vingt ans le christianisme aurait disparu de la nation. L'histoire des grandes conversions des peuples a de ces tournants brusques à nous offrir. Sont-ils conformes à la doctrine de l'évolution? Oui, si l'on entend avec moi par évolution (aussi bien vitale que sociale) une continuité purement apparente servant de masque à une discontinuité réelle, à une multiplicité d'initiatives élémentaires distinctes qui *s'insèrent* les unes sur les autres, appelées les unes par les autres dans une certaine mesure, mais chacune en partie inattendue et surprenante. Sans doute, l'accumulation des *petites* initiatives individuelles, le plus souvent innomées, qui opèrent le progrès social en temps ordinaire, peut avoir un faux air d'évolution continue; mais, quand une *grande* innovation personnelle surgit, elle montre que c'était là une illusion. Je dirais donc volontiers *insertion* plutôt qu'évolution, ce qui serait résoudre la nébuleuse en étoiles sans la nier aucunement, et ce qui me permettrait de faire à l'idée de révolution sa part de vérité tout en la repoussant dans son ensemble. Cette théorie générale et non pas seulement sociale, à laquelle je me vois conduit, n'est au fond que l'assimilation des organismes aux sociétés, renversement de la sociologie spencérienne qui assimile les sociétés aux organismes. Il me semble en effet que le terme obscur gagne à être expliqué par le terme clair, et non le terme clair par le terme obscur. De fait, on sait combien la biologie a subitement progressé à partir du jour où l'on a vu dans les corps vivants des confédérations de cellules; et, à vrai dire, depuis que les nations ont été considérées comme des corps vivants, les progrès de la sociologie sont loin d'avoir répondu aux espérances du premier moment. Quand un organisme affaibli devient le siège d'une maladie para-

sitaire déterminée, les symptômes successifs et chaque jour plus graves de son état morbide se lient par une chaîne continue à son état antérieur et semblent n'en être que la dérivation insensible, quoique la maladie soit entrée en lui à l'instant précis où il a reçu un germe microscopique qu'il aurait pu ne pas recevoir. Quand l'idée d'un télégraphe électrique a lui dans un cerveau européen, à ce moment précis une très haute marche de l'escalier du progrès a été franchie d'un *saut* inopiné, quoique la société européenne ait continué alors à présenter sa physiologie habituelle, lentement et graduellement modifiée depuis. Je me persuade que le passage d'une espèce vivante à une autre espèce a dû s'opérer ainsi, par l'introduction à un instant précis ou par l'éclosion accidentelle et fortuite de *quelque chose* de plus ou moins analogue peut-être à une découverte, à une invention, à un *plan régénérateur* de l'espèce, apparu quelque part au sein d'une cellule déterminée, puis répandu par degrés durant une période critique, transitoire et relativement brève.

Mais, quoi qu'il en soit de cette conjecture, n'avons-nous pas de bonnes raisons directes de n'accepter que sous bénéfice d'inventaire, en sociologie, les deux thèses dans lesquelles on peut résumer la pensée évolutionniste, à savoir qu'un changement brusque des sociétés n'est jamais possible, et qu'il n'est jamais désirable? L'évidence des faits contraires force Ferri à faire ici quelques concessions. Il convient, comme Spencer, que l'évolution sociale peut être accélérée aussi bien que retardée par des initiatives individuelles, mais seulement « dans des limites nécessairement imposées par le caractère organique et psychique de chaque peuple », limites on ne peut plus vagues d'ailleurs ou on ne peut plus élastiques. Il admet aussi, avec Laveleye, qu'une *révolution politique est devenue très facile*, mais il soutient qu'une *révolution sociale est impossible*. Qu'il se rappelle cependant le temps, pas très éloigné, où les révolutions politiques elles-mêmes paraissaient chose aussi impossible que les révolutions sociales à présent. Comment donc, d'impossible qu'elle était une révolution politique est-elle devenue aisée? C'est l'effet de la centralisation croissante des autorités, de la prépondérance acquise par les capitales, et de la facilité progressive avec laquelle les exemples partis de ces centres rayonnants se transmettent d'un bout à l'autre du territoire dans les administrations et l'armée, c'est-à-dire dans les groupes de la nation où l'imitation est le plus savamment organisée. Mais ne voit-on pas que, restreinte d'abord à ces groupes spéciaux, la facilité de l'imitation et sa vitesse de rayonnement sont en train de s'étendre à tous les citoyens? Et Paris n'impose-t-il pas de plus en plus à la France, non seulement ses préfets, mais ses conversations, ses mœurs, sa langue, ses caprices, son accent même? — Le terrain est tout préparé pour une palingénésie improvisée, les communistes ne s'y trompent pas. Il s'agit pour eux de mettre la main sur deux ou trois capitales, cela suffit, l'Europe suivra. En attendant, il devient clair, malgré

l'adage courant, que l'action dissolvante ou créatrice des lois sur les mœurs est de plus en plus prompte et profonde. N'a-t-il pas suffi d'une loi pour établir chez nous le suffrage universel qui a eu pour effet de pulvériser en quelques années le plus dur granit de nos fondations sociales, la caste des paysans, restée immuable en son fond moral depuis les temps gallo-romains et à peine ébranlée jusqu'ici par les commotions les plus puissantes? Les mœurs, donc, même dix-huit fois séculaires, ne sont pas toujours plus fortes que les lois, caprices plus ou moins accidentels d'un parlement. Il y a cependant par bonheur quelque chose de vraiment plus fort que les lois, que les coups de force, et que toutes autres actions individuelles volontaires; ce sont les initiatives en partie involontaires mais accidentelles aussi, que j'appelle inventions, découvertes, idées. Toute la collection de notre *Bulletin des lois* est loin d'avoir contribué à la refonte des mœurs au même degré que l'idée fortuite du condenseur par laquelle Watt en 1764 a perfectionné un beau jour la machine à vapeur de Newcomen et préparé ainsi les voies à l'idée de la locomotive. Il n'est donc pas vrai de dire avec les révolutionnaires que les conditions sociales puissent être entièrement transformées à volonté. On ne décrète pas le génie. Mais d'autre part justifier l'état social sous prétexte qu'il est le résultat de lois naturelles, telles que la lutte pour l'existence et la sélection, et non l'effet de la méchanceté, de la rapacité, de l'habileté de quelques hommes, cela peut séduire de prime abord. Cependant cette réponse au socialisme est un leurre. Il n'est pas niable que tout fait social est né d'actions humaines, de volontés humaines (les inventeurs mis à part), c'est-à-dire tantôt d'une accumulation de générosités, tantôt d'une accumulation d'égoïsmes, ou des deux à la fois dans des proportions fort inégales, juste objet de la reconnaissance ou de la haine des descendants; et tout ordre social est né du triomphe d'une classe ou d'un parti sur ses rivaux. Toute la question est de savoir si la substitution brusque d'un nouvel ordre à l'ancien, en d'autres termes si la victoire de nouvelles couches sur les anciennes jadis régnautes, après une lutte sanglante, est désirable.

Il faut avouer qu'elle l'est parfois, quand les vainqueurs de jadis sont irrémédiablement énervés ou momifiés dans des institutions décrépites; mais, hormis ces cas, elle est loin de l'être, car, par le fait même de son triomphe prolongé, — chose remarquable, — une classe établie au pouvoir, après y être parvenue par un déploiement d'égoïsme astucieux ou violent, s'améliore par degrés et s'exhausse l'âme parfois jusqu'au noble luxe de la bienfaisance et de la générosité. Exemple: la noblesse française si généreuse au XVIII<sup>e</sup> siècle, si émancipatrice, des classes même qu'elle avait opprimées. Que gagnerait-on par conséquent en général à la régénération révolutionnaire? Le remplacement d'un égoïsme en voie d'épuisement et de métamorphose par un égoïsme en pleine vigueur.

Mais descendons de ces généralités et revenons à notre question



spéciale : Quels sont les principaux facteurs du délit qu'il s'agit d'atteindre pour supprimer ou diminuer le délit? Ce sont les facteurs individuels, tempérament et caractère, dit Ferri; ce sont les conditions économiques de la société, dit le socialisme. Disons plutôt : Ce sont les idées. Voilà les premiers facteurs de vertus et de vices, de travaux et des délits. Par exemple, un homme mieux nourri, ou de race plus vigoureuse et plus intelligente, a plus de force, soit pour produire, soit pour détruire. Le travail productif, certes, suffira à employer son excédent d'énergie, si du moins ses principes ses jugements innés s'opposent comme des digues de plus en plus solides à l'assaut croissant de ses convoitises. Mais s'il en autrement, si, à mesure que le torrent grossit, les digues sont ébranlées et démolies par le travail critique de la conscience même qu'elles défendent, on devine le résultat, dont il faut accuser par suite les idées nouvelles, démolisseuses, et non une meilleure alimentation. Il n'est donc pas indifférent de savoir quelles idées, c'est-à-dire quels principes, en herbe, se répandent dans les sociétés à un moment donné et s'y infiltrent de couche en couche. Car les idées théoriques d'aujourd'hui, ce sont les sentiments moraux de demain. Suivant qu'elles tendent à fortifier les sentiments déjà établis, fondement de la sécurité, de la satisfaction et de l'honnêteté publiques à un moment donné, ou au contraire à les affaiblir sans les remplacer avantageusement, elles agissent dans un sens utile ou nuisible sur la criminalité future. D'où il suit que, si l'on veut réellement tarir les sources mêmes du crime, comme le prétend l'école positiviste des criminalistes italiens, au lieu de se borner à frapper au fur et à mesure ses manifestations, il faut, — avouons-le, — il faut avoir l'œil ouvert sur ce qui se publie et se propage par les livres et les journaux, les cercles et les cafés. Une réglementation sévère de la presse, une congrégation laïque de l'Index, ou tout au moins une surveillance rigoureuse des lieux de bavardage public seraient le complément nécessaire et logique de la main mise l'éducation. Avoir plus d'égards d'ailleurs pour la liberté de la presse ou de la boisson que pour les autres droits sacrés de la personne dont on ridiculise le culte excessif dans l'école de Beccaria, ce serait une inconséquence. — Reste à savoir seulement si les avantages de ce despotisme moralisateur compenseraient ses effets désastreux, et je fais plus qu'en douter. Concluons donc que l'action préventive du législateur sur la criminalité ne saurait être qu'indirecte, ingénieuse et détournée, simple affaire d'adresse et de tact médical, et que, pour être des remèdes excellents, les moyens proposés par la nouvelle école italienne — trop longs à exposer ici — sont eux-mêmes des palliatifs.

G. TARDE.